Le pouvoir aux travailleurs

19 Juin 2017

N° 234

PRIX : 100 Fr

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes (Karl Marx)

Pour la construction du parti de la classe ouvrière

SOMMAIRE — PAGES

ÉDITORIAL :

- QUI SONT LES VÉRITABLES RESPONSABLES DE LA CHERTÉ DE LA VIE ?…….. 2 - 3
- DES AFFAMEURS QUI DONNENT DES LEÇONS SUR LA BONNE NUTRITION ET SUR LA SANTÉ ! ……..... 4 - 5
- MUTINERIE : AU SUIVANT … AU SUIVANT …….……..……..... 5 - 6
- PAROLE DE GÉNÉRAL ! …… 7
- INSÉCURITÉ À ABOBO : UN ÉCRAN DE FUMÉE ! …… 7 - 8
- QUAND LE GOUVERNEMENT PRÉTEND CRÉER DES EMPLOIS POUR DES JEUNES …….. 8 - 9
- PLUIES DILUVIENNES, L'INCURIE DES AUTORITÉS AU GRAND JOUR .. 9 - 10
- PLUS DE 2000 FAMILLES DÉLOGÉES EN PLEINE SAISON DE PLUIE … 10
- SEG-MARCORY : LA MOBILISATION A FAIT PLIER LA DIRECTION …….. 11
- L'ÉTAT C'EST COMME LE PATRONAT …….. 11
- FRANCE : L'INTÉRÊT DES TRAVAILLEURS : S'UNIR AUTOUR D'UNE POLITIQUE DE CLASSE …….... 12 - 13

E d i t o r i a l

QUI SONT LES VÉRITABLES RESPONSABLES DE LA CHERTÉ DE LA VIE ?

La grande majorité de la population n'en peut plus de supporter la cherté de la vie. Satisfaire ses besoins les plus élémentaires, se nourrir, se soigner, se loger, devient chaque jour plus compliqué. Le gouvernement annonce pourtant régulièrement qu'il fait de la lutte contre la cherté de la vie sa priorité mais ce ne sont que des discours vides destinés à tromper les gens.

Ainsi, par exemple, le journal gouvernemental Fraternité-Matin du 1er juin écrivait que « l'*amélioration du quotidien des ivoiriens était, encore une fois, à l'ordre du jour du Conseil des ministres qui s'est tenu, hier, au Palais présidentiel* ». Sauf que la seule mesure concrètement chiffrée dans cet article concerne une décision prise par le gouvernement de « *supprimer la taxe spéciale de 25 Fr par kilo sur la tomate concentrée* ». C'est à croire que les travailleurs et les populations pauvres consomment de la tomate concentrée à la louche et à longueur de journée !

Il y est aussi mentionné que « *le gouvernement a décidé de bloquer les prix et les marges sur le riz, l'huile, le sucre… conformément à l'ordonnance de … 2013* ». D'abord, le fait même que cette « ordonnance » date depuis 2013 sans que les travailleurs n'en ai senti l'impact, montre toute sa nullité !

Le négoce du riz, pour prendre cet exemple, a été de tout temps contrôlé par les hauts dirigeants au pouvoir. Ainsi, du temps de Houphouët Boigny, c'étaient, disait-on, ses proches qui en avaient le contrôle. Ensuite, Bédié les a écartés au profit de sa propre famille. Depuis, le pouvoir a changé plusieurs fois de main, on peut imaginer la valse des nouveaux arrivants autour de cette activité qui permet de s'enrichir en toute tranquillité !

Il en va de même pour l'huile, le sucre ou le savon. Les industriels qui les produisent ne déclarent jamais le vrai coût de production. Leurs comptabilités sont truquées. De plus, ils ont mille canaux pour entrer dans les bonnes grâces des gens au pouvoir afin de bénéficier de quelques exonérations de taxes pour augmenter encore plus leurs profits.

Ce sont tous ces gens-là qui s'enrichissent sur le dos des consommateurs mais le gouvernement les protège car ils font partie du même monde que ceux qui sont au pouvoir. Alors les gouvernants préfèrent laisser croire (par leur silence ou par leurs insinuations) aux populations que ce sont les petits boutiquiers qui sont responsables de la cherté des denrées.

C'est une politique criminelle car elle met gravement en danger les petits commerçants puisque ces derniers peuvent subir la colère des pauvres. Ce sont souvent des Mauritaniens, Maliens ou Nigériens qui tiennent les boutiques de détails dans les bas quartiers, là où les pauvres se ravitaillent. Ils ne font que répercuter les augmentations venant des grossistes ou des demi-grossistes auprès des quels ils s'approvisionnent.

Il ne peut y avoir vérité des prix sans le contrôle effectif des travailleurs eux-mêmes sur les mouvements d'argent et la comptabilité de ces entreprises.

De plus, prétendre lutter contre la cherté de la vie, sans même prendre des mesures pour indexer les salaires sur le coût réel de la vie est une arnaque. Pourquoi ce sont les travailleurs qui doivent subir les augmentations et pas les riches ? Se poser la question c'est déjà commencer à mettre le doigt sur ce qu'est réellement le système capitaliste, une société profondément injuste où ceux qui produisent les richesses, ceux qui font tourner les machines, qui les entretiennent, ceux qui construisent des logements, sont écrasés par une minorité d'exploiteurs et de parasites qui vivent sur leur dos. Cette lutte de classes entre riches et pauvres est permanente.

Quand les travailleurs se mettent en grève pour défendre leurs droits légitimes, l'Etat s'empresse le plus souvent d'envoyer ses forces armées pour les réprimer car il est au service des classes possédantes.

Les travailleurs ne peuvent par conséquence compter que sur leur force collective pour se défendre face à la rapacité des capitalistes et les injustices sociales. D'où la nécessité pour eux de se donner les moyens de construire leur organisation politique pour défendre leurs intérêts présents et futurs.

L E U R S O C I E T E

DES AFFAMEURS QUI DONNENT DES LEÇONS SUR LA BONNE NUTRITION ET SUR LA SANTÉ !

Un « *forum* » sur la nutrition s'est tenu à Dakar le 23 mai. Il avait pour thème « *les défis nutritionnels en Afrique Centrale et de l'Ouest* ». Cette rencontre a été initiée par l'entreprise Nestlé qui est une multinationale Suisse.

À cette occasion, cette entreprise avait réuni des ministres, des conseillers de tout genre et aussi des « *spécialistes* » dans le domaine de la nutrition.

Il est intéressant de noter que cette multinationale Suisse a réalisé en 2016 un chiffre d'affaires de 53 mille milliards de francs CFA ; ce qui représente plus de 10 fois le budget annuel de la Côte d'Ivoire ou peut-être, l'équivalent des budgets de la totalité des pays de l'Afrique Central et de l'Ouest réunis à ce forum.

Avec une telle manne financière, elle peut en effet largement se permettre d'offrir quelques jours au frais à des gens qui n'ont pas d'autres occupations que de blablater, en leur offrant peut-être aussi au passage quelques cacahuètes à grignoter.

Mais un capitaliste ne fait jamais rien pour rien ! Autrement dit, cette rencontre était bien évidemment intéressée. Ce n'est donc pas un hasard si cette assemblée a lancé « *un appel aux gouvernants* » pour qu'ils financent un peu plus les « *plans mondiaux sur la nutrition* ». Comme le groupe Nestlé est le mieux positionné pour capter cette manne financière, la fameuse « *politique de nutrition* » dont il fait la promotion n'est rien d'autre qu'une manière d'alimenter d'abord ses profits !

Pourtant, les conséquences de la sous-nutrition sont dramatiques. Selon une étude présentée par le chef de cabinet du ministre de la Santé publique de Côte d'Ivoire, présent à ce forum, « *plus de 35% des décès de moins de 5 ans sont dus à la malnutrition, 10% de la charge de la morbidité mondiale due à la dénutrition de la mère et de l'enfant* ».

Face à ce constat révoltant, que font nos gouvernants ? A peine s'ils n'accusent pas les pauvres d'âtre pauvres. Ils pourraient bien financer, par exemple, un plan d'envergure pour produire à moindre coût des produits maraichers, laitiers, etc, pour la consommation de la grande majorité de la population. Ce ne sont tout de même pas les terre cultivables ni la main-d'œuvre qui font défaut pour la réalisation de tels projets. Le problème vient du fait que nous vivons dans une société capitaliste où ce qui compte ce ne sont pas les besoins des populations mais les profits des exploiteurs !

L E U R S O C I E T E

Prenons l'exemple de ce groupe Nestlé qui se veut être le champion de de la lutte contre la malnutrition. Il suffit de se rendre dans la zone industrielle de Yopougon où est située une des ses usines et de constater que les salaires de bases sont de l'ordre de 60.000 Fr. Qui peut affirmer aujourd'hui qu'un travailleur peut nourrir et soigner correctement sa famille avec un tel revenu de misère ? De plus, cette usine Nestlé remplace le plus souvent les travailleurs embauchés par des journaliers corvéables à merci. Tout cela, pour augmenter encore plus ses profits sur le dos des salariés.

C'est cela la réalité de la société que ces gens bien nourris qui nous gouvernent et qui exploitent les travailleurs voudraient cacher derrière leur discours sur la « bonne nutrition » !

MUTINERIE : AU SUIVANT … AU SUIVANT …

Un groupe d'ex-combattants « *démobilisés* » de la bande Soro-Ouattara se réclamant de la « *cellule 39* » a été reçu à Abidjan par le ministre de l'intérieur Hamed Bakayoko.

Cette rencontre fait suite à la pagaille qu'ils ont semée à Bouaké, à la suite de la mutinerie du mois dernier.

Ces ex-combattants démobilisés (au nombre de 6877) dont le gouvernement pensait avoir réglé le compte dans le cadre du DDR avec quelques miettes, frappent à la porte pour obtenir leur part de butin. Leur « *Secrétaire exécutif national* » du nom de Ouattara Issouf alias Diablo, réclame la somme de « *17 millions et l'insertion des plus jeunes dans l'armée et dans différents corps* ».

Rappelons que leurs anciens camarades de rébellion, ceux intégrés dans la nouvelle force armées officielle de Ouattara, avaient obtenu 12 millions après avoir braqué leur fusil sur la tempe de leur « *papa* » Ouattara.

Au sortir de la rencontre avec le ministre de l'Intérieur, le porte-parole adjoint de la cellule 39 a déclaré : « *Nous sommes venus à Abidjan pour poser notre problème et Dieu merci, nous repartons satisfaits, avec de bonnes nouvelles* ». Et d'ajouter que toutes leurs préoccupations ont été « *prises en compte* ».

Quelles « *bonnes nouvelles* » ont-ils obtenues ? Là-dessus, rien n'a filtré. Toujours est-il que le gouvernement semble craindre une nouvelle mutinerie. Lors d'une conférence de presse qui a eu lieu le 15 juin dernier, le Premier ministre Gon Koulibaly a tenu à rassurer les 8400 mutins qui ont déjà fait parler la poudre que leur reliquat de 2 millions constituant le solde des 12 millions à devoir seront effectivement décaissés ce mois-ci. Pour ce qui est des « *démobilisés* » il a tout simplement dit que « *le gouvernement regardera de près leur question* ».

L E U R S O C I E T E

Tout dépendra donc de la situation sur le terrain et du rapport de forces que les démobilisés seront capables d'imposer. Sauf que le gouvernement n'est pas au bout de ses peines car en cédant aux revendications des uns il a ouvert la boîte de Pandore. La mutinerie est devenue contagieuse et il ne sait pas comment y mettre fin, ou plus exactement il n'en a pas les moyens.

DES GENDARMES ASSASSINS !

Le samedi 27 mai, six employés travaillant pour une société de pompe funèbre ont été froidement abattus par des gendarmes après leur arrestation à Arrah. Ces travailleurs revenaient des funérailles, après avoir convoyé un cercueil d'Abidjan à Andé, une localité située à une vingtaine de kilomètres d'Arrah.

Rendant compte de cette tuerie, le journal gouvernemental Fraternité-Matin du 29 mai titrait : « *Banditisme : six braqueurs abattus par la gendarmerie d'Arrah* ». Il donnait ensuite moult détails sur ces soi-disant bandits abattus. Dans sa parution du lendemain, ce journal revenait sur ses écrits de la veille et ajoutait un petit encart en guise de « *note d'excuse* », prétextant que c'est la brigade de gendarmerie d'Arrah qui leur avait donné cette mauvaise information. Ce qui est certain, c'est que cette tuerie ne pouvait plus être camouflée, tellement les témoins du massacre étaient nombreux. Ces six personnes avaient été abattues en pleine ville, au vu et au su de tous.

Des mauvaises langues ont dit que ces gendarmes étaient sur la piste d'une grosse somme de 32 millions de francs provenant d'un braquage ce même jour, par des bandits. Ces gendarmes voulaient s'approprier cette somme sans témoins et sont tombés sur des gens qui n'étaient pour rien dans ce braquage. D'où ce massacre d'innocents. Voilà pourquoi le journal Fraternité-matin a qualifié ensuite cette tuerie de « *bavure* ».

Si ces travailleurs abattus comme des chiens étaient réellement des voleurs, alors, ce journal n'aurait pas parlé de « *bavure* » mais peut-être d'un haut fait d'arme à la gloire de la gendarmerie nationale !

Les gendarmes ont la gâchette facile lorsqu'ils ont à faire à des petites gens. Ils sont rarement poursuivis par la justice quand ils abattent des pauvres car dans cette société faite d'exploitation, de misère et de profondes injustices, les possédants et le pouvoir à leur service préfèrent que les pauvres aient un pistolet braqué en permanence sur leur tempe, quitte à ce que parfois quelques coups partent. Ils veulent que la population pauvre vive dans la crainte permanente des forces armées en espérant qu'ainsi elle ne se révoltera pas. Seulement, l'histoire est là pour nous montrer que la peur peut parfois changer de camp et que les riches ont aussi intérêt à faire attention au retour de bâton !

L E U R S O C I E T E

PAROLE DE GÉNÉRAL !

Le patron de la gendarmerie, le Général Kouakou, a fait la tournée de ses troupes. Après San-Pédro, Korhogo, Bouaké et Daloa, il a rencontré les gendarmes de la 6ème légion basés à Yamoussoukro. L'objectif de cette tournée était manifestement de les « *mettre en garde* » contre toute nouvelle idée de mutinerie. Cette rencontre s'est tenue à huis clos, deux heures durant. Mais bizarrement, l'endroit retenu n'était pas la caserne mais la salle des mariages de la mairie.

La caserne serait-elle dans un trop mauvais état pour accueillir ce galonné étoilé ? Ou bien craignait-il que ses petits protégés profitent de l'occasion pour lui en faire voir de toutes les couleurs ? Il a demandé à ses troupes « *d'observer la discipline, la cohésion, (…) ne pas se détourner de leur mission principale, qui est la protection des personnes et de leurs biens, etc.…* ».

Le journal Fraternité-Matin, qui rapportait le compte rendu de la tournée de ce Général, écrivait que celui-ci aurait « *martelé* » à ces troupes que « *les cafouillages et les bruits de bottes ne font pas partie des traditions de la gendarmerie* ».

Sauf que quelques jours plus tôt, les gendarmes d'Arrah venaient d'abattre froidement six innocents, de simples travailleurs d'une société de pompe funèbre confondus avec des braqueurs qui auraient eu sur eux un magot. Arrah est situé à environ 200 Km de Yamoussoukro, les gendarmes de cette localité se trouvent peut-être sous la coupe de cette 6ème légion à qui ce Général venait faire son discours. Mais les forces armées et les autorités ont l'habitude de mettre le couvercle sur les affaires nauséabondes qui les concernent.

INSÉCURITÉ À ABOBO : UN ÉCRAN DE FUMÉE !

Abobo est la commune la plus peuplée de Côte d'Ivoire avec plus de 1,5 millions d'habitants. L'insécurité y est montée d'un cran suite à la crise post-électorale avec l'apparition de jeunes délinquants avec un nouveau mode opératoire. Des jeunes (10 à 25 ans) en bande et pour la plupart armés d'armes blanches font des descentes éclaires dans certaines rues de la commune pour dépouiller tous ceux qui croisent leur chemin. Il n'est pas rare qu'ils laissent des blessés, voire même des morts dans leur sillage. Dans la dernière semaine du mois de mai, ces bandes ont sévi faisant un mort et s'en prenant même aux cars de transport en commun.

L E U R S O C I E T E

Face à l'indignation produit au sein de la population, le ministère de la sécurité a lancé une « opération de sécurisation » de la commune d'Abobo dénommé « épervier 2 ». Elle mobiliserait 3.500 agents des différentes forces de sécurités. Son objectif prétendu est de traquer les délinquants et sécuriser notamment. Une opération semblable avait eu lieu il y a quelques mois et avait abouti à l'interpellation de plus de 600 jeunes.

Ces forces de l'ordre préfèrent rester sur les grandes artères de la commune, plus occupés à enquiquiner les chauffeurs de gbaka et autres woro-woro qu'à traquer les malfrats. Quand des opérations ont eu lieu, c'est à l'aveuglette : les force de l'ordre encerclent un secteur et piochent dans le tas à la tête du client. Aussitôt qu'ils quittent les lieux, tout se reconstitue évidemment comme si rien ne s'était passé. Les vrais caïds n'ayant pas été touchés.

Pour qui connait Abobo, nombre de quartiers ne sont pas accessibles en voiture et c'est à pieds qu'on y accède. En cas d'agression, il est rare que les policiers, quand ils se décident à intervenir, arrivent à temps. Aussi il faut noter qu'Abobo enregistre le plus haut taux de chômage de la ville d'Abidjan. C'est la commune la plus pauvre. La population vit en grande partie de petits boulots et de débrouillardise. Il y est donc plus facile pour les jeunes de basculer dans la délinquance.

Le bilan officiel de l'opération Épervier 2 sur Abobo à la mi-juin est de 595 individus interpellés, 38 fumoirs détruits et 03 champs de cannabis brûlés. Mais tant que le désœuvrement continuera, des jeunes continueront à tomber dans la délinquance. Et si quelques caïds venaient à être pris dans les mailles du filet, il s'en trouvera toujours d'autres pour occuper les places laissées vacantes.

QUAND LE GOUVERNEMENT PRÉTEND CRÉER DES EMPLOIS POUR DES JEUNES

Dans le cadre d'un programme intitulé « *Projet emploi jeunes et développement des compétences (Pejedec 2)* », la Banque mondiale a « *octroyé* » un financement « *additionnel* » de 26 milliards de Fr CFA à la Côte d'Ivoire.

C'est dans ce cadre que le gouvernement a réparti un peu moins de 3 milliards à 12 communes. En contrepartie, elles doivent s'engager à créer soi-disant 4000 emplois à « *haute intensité de main-d'œuvre* ». En somme, ces communes, si elles tiennent parole, financeront 4000 emplois payés à 60.000 Fr net par mois durant un an, le temps d'épuiser ce budget qui leur est alloué.

L E U R S O C I E T E

Avec ces 60.000 Fr, ces « *jeunes* » pour ne pas dire ces chômeurs, utiliseront une bonne partie de leur paie pour leurs frais de déplacement sur leur lieu de travail et pour payer leur déjeuner de midi. Ensuite, il leur restera une petite misère pour leurs besoins familiaux, le loyer, la popote, etc.

On peut imaginer que ces nouveaux embauchés seront employés entre autre chose, à faire le « *ravalement des murs* », pour ne pas dire le badigeonnage des murs, comme annoncé par la ministre Anne Ouloto, pour cacher ainsi la misère à l'occasion de la Francophonie. C'est ce genre de travail que ces gens-là appellent peut-être le « *développement des compétences* ».

À quoi serviront les 23 autres milliards sur les 26 du départ ? Là-dessus on peut compter sur la « *compétence* » de ceux qui nous dirigent ; la dilapidation des fonds publics fait partie de leurs spécialités !

PLUIES DILUVIENNES, L'INCURIE DES AUTORITÉS AU GRAND JOUR

Comme tous les ans, avec la grande saison des pluies, c'est le retour des inondations et des gros dégâts. La ville d'Abidjan n'a pas été épargnée. Beaucoup de quartiers, notamment les quartiers pauvres, étaient sous les eaux. Il y a eu 8 décès et beaucoup de dégâts matériels.

Cette situation catastrophique n'est pourtant pas une fatalité. Depuis plusieurs mois, la météo avait prévue des pluies abondantes. Les pouvoirs publics auraient pu engager des travaux d'assainissement et de drainage des eaux de ruissèlement afin de limiter les dégâts. Ce n'est ni l'argent, ni la main d'œuvre qui manque. Pourtant, pas grand-chose n'a été réalisé. Par contre, les autorités n'ont pas manqué cette occasion pour « déguerpir » les pauvres dans certains quartiers. Le résultat est là.

<u>Des quartiers inondés :</u>

À Koumassi, plusieurs familles ont été obligées d'abandonner leur maison. À la zone industrielle de Koumassi, même sans la pluie, déjà les routes étaient impraticables. Maintenant, les travailleurs sont obligés de patauger dans les eaux usées qui peut arriver jusqu'aux genoux.

Yopougon avait bénéficié de quelques travaux. Mais ils se sont limités uniquement à la zone industrielle. Les quartiers ouvriers environnant, par exemple, ont été laissés à l'abandon. Les rues y sont maintenant impraticables. Certains secteurs de Micao ont été inondés. À « an 2000 », un quartier ouvrier bordant la zone industriel, le secteur en face de CIMAF, est complètement inondé. Les habitants ont dû fuir leurs maisons.

L E U R S O C I E T E

La voirie dégradée :

Faute de canalisation, la voirie dans la ville d'Abidjan a subi de fortes dégradations. À Abobo, par exemple, où les caniveaux et les égouts sont presqu'inexistants, avant même les débuts des pluies, la voirie était déjà parsemée de nids de poule. Avec la pluie, ces trous se sont évidemment agrandis, rendant la circulation encore plus difficile.

À San-Pédro, les trois voies d'accès menant à la ville sont carrément coupées, rendant impossible l'accès à la deuxième ville portuaire du pays.

Irresponsabilité de l'État :

Plutôt que de prendre ses responsabilités, les autorités préfèrent accuser les populations pauvres pour leur soit disant « incivisme ».

Avec une telle attitude, les populations pauvres qui subissent les conséquences de ces inondations ne sont pas au bout de leur peine.

PLUS DE 2000 FAMILLES DÉLOGÉES EN PLEINE SAISON DE PLUIE

Tout un quartier abritant près de 2 000 familles a été détruit par les bulldozers le 30 mai dernier. La raison évoquée est qu'ils occuperaient illégalement cet espace alors que les habitants disent qu'ils ont des papiers signés, certains par les villageois, d'autres par le sous-préfet ou autres autorités.

En réalité, ces familles ont été chassées parce que ce site de 65 hectares appelé Banco extension se trouverait à proximité du futur stade olympique d'Anyama. Aucun relogement n'a été proposé à ces habitants. On leur a promis le versement de 800 000 f par terrain à titre de dédommagements mais cette somme est loin d'être suffisante puisqu'elle ne tient pas compte du coût de construction d'une maison.

Le gouvernement est familier de ces opérations de déguerpissement. Il fait démolir des quartiers entiers sous la surveillance des forces de l'ordre qui, armes aux poings, tiennent en respect les populations afin qu'elles ne puissent pas s'opposer à la destruction de leurs logements et de leurs biens. Néanmoins, dans certains quartiers, les habitants ont pu s'opposer aux bulldozers et retarder la destruction de leurs quartiers.

En cette saison de pluies qui s'annonce très difficile, le double calvaire de ces populations est révoltant !

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

SEG-MARCORY : LA MOBILISATION A FAIT PLIER LA DIRECTION

La Société d'Expertise et de Gestion (S.E.G), est une entreprise marocaine qui exerce aussi dans le BTP. Les travailleurs de cette entreprise qui construisaient un immeuble à Marcory, avaient été licenciés le 11 avril, suite à une grève d'une semaine.

Le lundi 12 juin dernier, deux mois après leur licenciement, ces travailleurs ont à nouveau assailli les bureaux de la direction de leur entreprise et bloqué l'accès. Malgré le fait qu'ils n'étaient pas nombreux comme les précédentes fois, à une cinquantaine, déterminés et faisant beaucoup de bruit, ils ont réussi à se faire entendre. La présence de nombreux policiers alertés par la direction ne les a pas intimidés.

La police a voulu jouer au négociateur. Mais les travailleurs ont répondu que le seul interlocuteur qu'ils veulent écouter c'est le Directeur lui-même. Il a fini par se présenter à eux. Devant les policiers, il a voulu d'abord jouer au dur et menaçant. Mais à ce jeu, les travailleurs se sont encore montrés plus bruyant que lui.

C'est ainsi qu'en plus des 23 manœuvres à qui il devait des reliquats de salaire, s'y sont maintenant ajouté 22 ouvriers à qui il doit payer un préavis. La direction s'est engagée à payer tout ce qu'elle doit dès la semaine suivante.

Contents et fiers de leur action, les travailleurs ont ensuite quitté les lieux.

L'ÉTAT C'EST COMME LE PATRONAT

Les agents de la mairie de Bouaké étaient en grève le 15 et le 16 juin. Ils réclamaient une revalorisation des salaires, le paiement de la prime d'ancienneté, des arriérés de la prime de transport, des arriérés de la revalorisation de 8%, ainsi que de meilleures conditions de travailleurs.

Au début, les travailleurs avaient mis en avant « la voie de la négociation » pour se faire entendre. Mais ayant reçu une fin de non-recevoir, ils n'avaient pas d'autres choix que de se mettre en grève.

C'est ainsi qu'au deuxième jour de grève, l'administration municipale étant bloquée, la direction a accédé à certaines de leurs revendications et a promis de régler d'autres.

Les travailleurs ont vu que « la voie de la négociation » ne vaut que s'il y a un rapport des forces. Ils savent que cette leçon leur servira encore à l'avenir, sachant que les promesses engagent rarement un patron.

FRANCE : L'INTÉRÊT DES TRAVAILLEURS : S'UNIR AUTOUR D'UNE POLITIQUE DE CLASSE

(***Nous reproduisons ci-dessous de larges extraits de l'éditorial daté du 19 juin de nos camarades de Lutte Ouvrière sur les élections législatives dont le deuxième tour a eu lieu le 18 juin***.)

****

Macron a donc la large majorité qu'il souhaitait à l'Assemblée nationale. Il pourra prendre toutes les mesures qu'il voudra. La future Assemblée de béni-oui-oui sera derrière lui. […..]

L'électorat populaire, les travailleurs, les chômeurs, les retraités du monde du travail, s'est tenu largement à l'écart de ces élections. L'abstention moyenne – déjà un record au premier tour, 51,3 %, plus forte encore au deuxième, 56,6 % – dissimule la réalité sociale : dans les quartiers populaires, elle a dépassé les 60 %, voire les plus de 70 %. Il faut ajouter aux abstentions les votes blancs et nuls, ainsi que tous ceux qui, dans les quartiers populaires, sont tellement dégoûtés des élections ne changeant rien à leur sort qu'ils ne sont même plus inscrits sur les listes électorales.

Ce n'est pas pour rien que Macron a réussi à entraîner une partie significative des politiciens de la droite. Ce dont la droite a rêvé, et que Hollande a commencé à réaliser avec la loi El Khomri, Macron se prépare à le poursuivre en démolissant ce qui, dans le code du travail, protégeait un peu les travailleurs contre l'avidité patronale. Pour obtenir la passivité complice des directions syndicales et ne pas provoquer de réactions ouvrières, il reste flou sur ses objectifs. Donnera-t-il au patronat la possibilité de tailler des contrats de travail sur mesure à l'échelle de l'entreprise ou à l'échelle de la branche ? Ce sera de toute façon une attaque en règle contre le monde du travail.

Le gouvernement Macron-Philippe est un gouvernement de guerre sociale dont l'objectif est de permettre au grand patronat et aux financiers, avec l'aide de l'État, de prélever sur les classes exploitées de quoi continuer à s'enrichir, alors qu'une fraction croissante de la population tombe vers la pauvreté. […]

Ce n'est pas par des joutes parlementaires, mais par la force collective de la classe ouvrière, que l'offensive du gouvernement et du grand patronat pourra être stoppée.

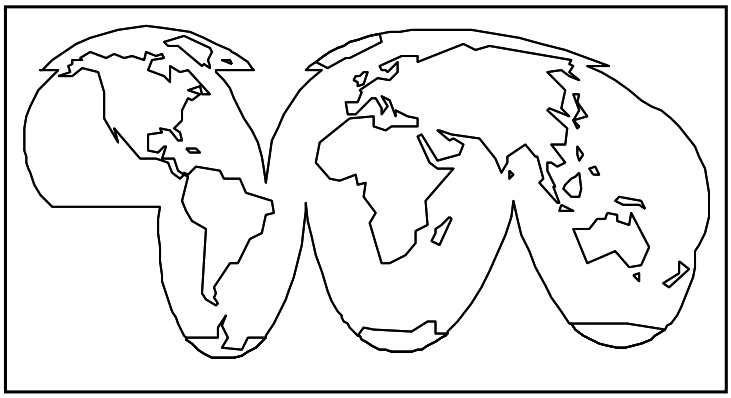
L'avidité de la classe capitaliste et l'arrogance de son gouvernement provoqueront des explosions sociales. La préoccupation de tous ceux qui se placent dans le camp des travailleurs doit être de contribuer à ce que ces révoltes soient guidées par la conscience de classe des travailleurs, de leurs intérêts communs les opposant au grand capital.

Il ne faut pas que cette force collective soit détournée vers des voies de garage ou, pire, dévoyées au point

d'opposer les travailleurs les uns aux autres en fonction de leurs origines ou de leurs catégories.

Il est indispensable que les travailleurs se donnent un parti qui représente leurs intérêts politiques. Un parti d'autant plus décidé à mener jusqu'au bout les luttes des travailleurs, petites et grandes, qu'il a pour objectif fondamental le renversement de la dictature du grand capital sur la société. C'est-à-dire l'expropriation de la grande bourgeoisie, la fin de l'économie basée sur l'exploitation et la recherche du profit privé, pour une économie basée sur la propriété collective et organisée en fonction des besoins de tous.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

CE QUE NOUS VOULONS

Considérant

- que l'économie et la société sont basées sur l'opposition fondamentale d'intérêts entre, d'un côté, une minorité de bourgeois qui possèdent l'essentiel des richesses de ce pays et qui contrôlent les moyens de les produire et, de l'autre côté, une majorité de prolétaires qui ne peuvent vivre que de leur travail et de rien d'autre
- que le sort réservé aux prolétaires, c'est-à-dire aux ouvriers des villes et des campagnes, aux employés, à ceux qui, faute de travail régulier, vivent de petits métiers, à ceux qui font marcher la production et les transports, est intolérable du fait des salaires trop bas et du chômage
- que la majorité pauvre de la paysannerie est également condamnée à la misère par les sociétés capitalistes qui rachètent à vil prix leur production
- que les travailleurs ne peuvent pas compter sur la bourgeoisie pour améliorer leur sort car la richesse de la poignée de riches parasites bourgeois, ivoiriens ou étrangers, vient précisément de l'exploitation des travailleurs
- que l'Etat lui-même, c'est-à-dire la direction de l'administration, la hiérarchie de l'armée et de la police, est entièrement au service des riches
- que tous les grands partis, y compris ceux qui sont dans l'opposition au gouvernement en place, n'entendent pas toucher à cet état des choses
- que seuls les ouvriers des villes et des campagnes, les chômeurs ont intérêt à une transformation profonde et radicale de la société car l'organisation actuelle de la société ne leur donne rien d'autre que la misère

les rédacteurs de ce journal estiment indispensable la création d'un parti qui représente exclusivement les intérêts politiques de la classe ouvrière et qui se fixera pour tâches :

- de regrouper tous ceux qui, au sein de la classe ouvrière, sont déterminés à agir pour défendre les intérêts quotidiens des travailleurs contre les bourgeois, des pauvres contre les riches et pour préparer la classe ouvrière au grand combat pour libérer la société de l'exploitation - préparer les travailleurs à ce que, au cours de ce combat, ils créent les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans pauvres et à ce qu'ils conservent les armes conquises au cours de la lutte afin d'avoir les moyens de se faire respecter
- donner à la classe ouvrière la conscience de la nécessité de se servir de sa force pour reprendre à la minorité de riches industriels, de marchands et de banquiers, de hauts fonctionnaires et de politiciens corrompus toutes les richesses acquises par l'exploitation des travailleurs, afin que les ouvriers et les paysans puissent en disposer collectivement et qu'ils puissent s'en servir dans l'intérêt de tous, dans l'égalité et la fraternité, pour que chacun puisse manger à sa faim, se loger, se vêtir, se soigner correctement, et que les enfants de tous aient droit à l'éducation, à la culture, à la dignité et au respect des autres.
-favoriser l'extension de la révolution ouvrière à l'échelle internationale

La présente revue entend dans cette perspective :
- défendre et transmettre la tradition révolutionnaire de la classe ouvrière, telle qu'elle a été incarnée dans le passé par Marx, Lénine et Trotsky
- combattre l'ethnisme et le nationalisme qui divisent les travailleurs, au nom de l'internationalisme qui les unit
- contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toutes les formes d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi
- oeuvrer pour développer parmi les travailleurs la conscience de constituer une classe capable de libérer la société de l'exploitation.